

COTE D'IVOIRE :

« Ancienne vitrine », « modèle »
et miracle de l'Afrique de l'ouest francophone.

Par B.S

En 2002, la Côte-d'Ivoire a connu son 6^{ème} putsch, ou tentative de putsch, en l'espace de 2 ans et ½. Cet événement est d'autant plus tragique, qu'un minimum de confiance revenait sur le plan touristique, dans le secteur cacaoyer et chez les bailleurs de fonds (Fonds monétaire international, Union européenne...). Infoguerre fait un point sur la situation.

Le 19 septembre 2002, des groupes d'hommes armés attaquent différentes cibles dans le pays. Au sud, ils assaillent non seulement l'école de gendarmerie de Cocody, l'un des quartiers chic de la ville d'Abidjan¹, mais aussi la résidence du président Gbagbo en voyage en Italie.

Au même moment, le ministre de l'intérieur Emile Boga Doudou, homme de confiance du président, est abattu alors qu'il tente de fuir son domicile. Le général Robert Gueï, auteur du 1^{er} putsch de l'histoire du pays (1999) puis chef d'une éphémère junte militaire qui gouverne jusqu'en octobre 2001, connaîtra la même fin. D'après la version officielle, il est abattu alors qu'il sort de son domicile pour se rendre au siège de la télévision nationale, d'où il souhaitait se proclamer président de la République. Selon ses proches, c'est par des gendarmes qu'il aurait été assassiné, lui, son épouse et son aide de camp. Sa dépouille a été montrée furtivement à la télévision nationale, étalée dans l'herbe, une balle dans la tête. Bien qu'hostile au régime, tout porte à croire que le général ait été éliminé à la faveur d'un complot dont il n'a certainement pas été l'instigateur.

Alassane Quattara, chef du parti d'opposition Rassemblement des républicains (RDR), ancien directeur général adjoint du Fond Monétaire Internationale et ex-Premier Ministre, accusé par la presse proche du pouvoir d'être impliqué dans le coup d'Etat, aurait peut-être subi le même sort s'il n'avait réussi à se réfugier à la résidence de l'Ambassadeur d'Allemagne. Lieu qu'il quittera grâce à l'intervention des autorités allemandes et françaises.

Le ministre de la défense Moïse Lida Kouassi et le chef d'Etat-Major Mathias Doué peuvent également s'avouer « chanceux ». Kouassi réussit à échapper à ces agresseurs alors que Doué repoussa l'attaque de son domicile pour ensuite organiser la résistance.

En retour à ces attaques, dont le reste du pays n'a pas été épargné, la population d'Abidjan a du subir des opérations de « pacification » des forces armées gouvernementales². De nombreux bidonvilles peuplés d'immigrés³, mais également d'ivoiriens, ont été ravagés. Selon le pouvoir, ils servaient de base d'appui aux rebelles⁴.

¹ Un peu plus loin, des rebelles s'attaquent à la caserne de gendarmerie d'Agban. En Côte-d'Ivoire, la gendarmerie est réputée proche du pouvoir. Cela lui vaut des jalousies, notamment de l'armée et des opposants du président. Ce qui explique en partie que les gendarmes aient pu être pris pour cibles dans les premiers et que leurs réactions aient pu être violentes.

² Aux opérations officielles, il semble qu'il faille ajouter celles des « escadrons de la mort » évoquées notamment par le président Chirac et par de nombreux journaux et Organisations Non Gouvernementales.

³ Près de 3 millions de Burkinabés vivent en Côte d'Ivoire (19 millions d'habitants), principalement dans le Nord. Maliens, Sénégalais, Guinéens et Ghanéens comptent également parmi les habitants d'origine étrangère du pays. A Abidjan (3 millions d'habitants), 1/3 de la population est d'origine étrangère et 60 000 personnes sont des ressortissants étrangers.

⁴ Dans un premier temps, le gouvernement a peu communiqué. Aussi, selon Reporters Sans Frontières, a-t-il forcé au silence les radios internationales (RFI, BBC ou Africa N°1) dont les émissions ont été temporairement coupées deux jours après le déclenchement des hostilités (accident technique selon les autorités).

Loin d'Abidjan, et au même moment, d'autres opérations menées par des rebelles avaient lieu, notamment dans les villes du Nord de Kothogo et de Bouaké (la seconde ville du pays) qui passèrent rapidement sous le contrôle des insurgés.

L'organisation de différentes attaques à grandes échelles a indiqué, dès les premières heures, la motivation des rebelles et la menace militaires qu'ils représentaient. De fait, la situation fut jugée critique dans le Nord du pays. Cette zone dans laquelle plus de 2000 ressortissants occidentaux étaient installés était la plus éloignée des forces armées loyalistes et des soldats français.

Très vite, différentes hypothèses sont apparues quant à l'origine du putsch :

LA PREMIERE ET LA PLUS SERIEUSE FUT CELLE D'UN REGLEMENT DE COMPTE INTERNE.

Aux premières heures du putsch, la mutinerie fut attribuée aux « Zinzins », « Bahéfoués »... Ces ex-miliciens, entre 500 et 600 hommes, furent engagés par le général Gueï. Ils devaient être démobilisés en décembre de la même année. Le pouvoir souhaitait se débarrasser d'encombrants restes du passé en dispersant ces hommes armés susceptibles de représenter une opposition. Cela avait déjà été fait auparavant et certains soldats désavoués avaient pu trouver refuge au Burkina Faso.

Dans le cas où le putsch serait effectivement un règlement de compte interne, les disputes politiques passées et surtout les tensions entre l'armée et la gendarmerie pourraient en être les origines. Cependant, ces querelles sanglantes sont principalement alimentées par le prétexte de « l'ivoirité ». Véritable poison entraînant la division ethnique dans un pays de 57 ethnies, de 2 grandes religions, chrétiennes et musulmanes, et dans lequel se comptent une infinité de cultes animistes et de diverses sectes⁵. « L'ivoirité » est sans conteste une arme, celle de quelques hommes accrochés à leur pouvoir qu'il soit politique ou économique. Derrière ce terme se cache des questions : Qui peut voter ou qui peut se présenter aux élections ? Qui peut acquérir de la terre et être propriétaire ?

- L'armée ivoirienne, environ 9 000 hommes, est en déshérence. Déjà, l'ex-président Félix Houphouët Boigny (mort en 1993) se méfiait des uniformes⁶. Cela explique en partie, le faible niveau d'investissement dans l'équipement (disponibilité du matériel de l'ordre de 20 à 30%) et le peu d'entraînement des forces gouvernementales, par ailleurs, constamment affaiblies par un « rééquilibrage » au profit de l'ethnie dominante : les Akans sous H. Boigny et son successeur H. Konan Bedié, puis les Bétés avec M. Laurent Gbagbo⁷. Ce rééquilibrage se faisant le plus souvent au détriment des communautés du Nord (Sénoufos et Dioulas). A ces données, il faut ajouter la dette extérieure laissée à la mort du « vieux », la gangrène de la corruption, les plans d'ajustements structurels successifs (6 depuis 1981), les aléas des cours du café et du cacao pour comprendre que la Côte-d'Ivoire va mal. Le putsch de septembre n'est que la conséquence logique de la mauvaise gestion du pays. Actuellement, le président Gbagbo ne peut véritablement compter que sur la gendarmerie plus unie et mieux équipée que l'armée (environ 5000 hommes). Cependant, certains gendarmes sont impliqués dans de sombres affaires (le massacre de Yopougon en octobre 2001 : découverte d'un charnier de 57 cadavres) et les ratissages voir les éliminations qui ont accompagnés la tentative de putsch de septembre 2002.

⁵ « L'ivoirité » introduit le dangereux clivage « nous » et « eux » utilisé du Rwanda à l'ex-Yougoslavie (Ottara = RDR = Nord = Dioulas = Musulmans = étrangers).

⁶ La première mutinerie éclate en 1990 (des conscrits exigent d'être engagés) puis un 2^{ème} soulèvement a lieu au sein de la garde présidentielle en 1992. Une 3^{ème} mutinerie éclate en décembre 1999. Elle débute à Abidjan au nom de revendications matérielles mais prend rapidement un contenu politique. Les rebelles font alors appel à l'ancien chef d'Etat Major, le général Gueï. Il annonce la destitution de Bedié, évacué par la France. Cela débouche sur le fameux « putsch de Noël ». Un gouvernement de transition est formé. Il inclut des représentants du RDR de Ouattara et du Front populaire ivoirien (FPI) de Gbagbo. Gueï est nommé président.

⁷ Depuis son accession au pouvoir en octobre 2000, Gbagbo est accusé par une partie de ses anciens soutiens de se livrer à une dérive ultranationaliste. On le dit également incapable de contenir les faucons de son régime et d'empêcher les exactions des escadrons de la mort.

Pendant 20 ans, l'actuel président a été l'une des figures de l'opposition à Félix Houphouët-Boigny. Originaire du pays Bété, centre-ouest du pays, cet ancien professeur d'histoire n'a jamais caché ses liens avec le parti socialiste français. Après 2 ans de prison pour « enseignement subversif » (début 70), il connaît l'exil en France. A son retour (1988), il se lance dans la campagne pour le multipartisme et fait du Front populaire ivoirien (FPI) une machine électorale capable de concurrencer le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI fondé en 1946 par H. Boigny). En 1990, il a été le 1^{er} à défier « le vieux », recueillant 19% des voix à la présidentielle. Celui qu'on a qualifié « d'éternel opposant » utilisait déjà les thèmes nationalistes comme axes de ses campagnes.

Le président Houphouët, tout en jouant habilement sur les préjugés ethniques ou religieux, avait su maintenir l'unité entre les grandes régions et ethnies du pays. Cependant, la crise économique et la crainte de la classe dirigeante sudiste d'un accaparement du pouvoir politique par les habitants du Nord a conduit à populariser le thème de « l'ivoirité ». On ne raisonne plus en fonction de l'appartenance politique mais du lieu de naissance. Ce leitmotiv a été repris par la plupart des leaders politiques : en 1988, une loi sur le foncier rural a permis l'expulsion de milliers de paysans d'origine burkinabaise ; en 2000 l'adoption de la constitution « ségrégationniste » visait à empêcher la candidature d'A. Ouattara. Une politique dite « d'identification nationale » a ensuite consisté à déterminer la citoyenneté sur la base de l'appartenance à un village « authentiquement ivoirien »... H. Konan Bédié a lui aussi largement développé ce thème à partir de 1993. Présenté à l'origine comme une idéologie identitaire visant à empêcher les immigrants d'accéder à la terre, à des emplois publics ou au droit de vote, « l'ivoirité » a tôt fait d'aboutir à un amalgame entre Burkinabés, Maliens ou Guinéens et les Ivoiriens du Nord, majoritairement de religion musulmane.

C'est pourquoi, 40 ans après l'accession à l'indépendance, les partis ivoiriens ont plus que jamais une assise régionaliste : les Bétés pour le Front populaire ivoirien (FPI) du président Gbagbo, les Dioulas et les descendants d'immigrés sahéliens pour le Rassemblement des Républicains (RDR) de M. Ouattara⁸, les Akans pour le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) de M. Bédié. Cette répartition de zone d'influence politico-tribale démontre que derrière « l'ivoirité » se dissimule un problème foncier.

LA SECONDE HYPOTHESE EST CELLE D'UN REGLEMENT DE COMPTE REGIONAL :

Les Etats voisins, notamment le Libéria et le Burkina Faso, ont rapidement été pointés du doigt comme étant les potentiels instigateurs du putsch de septembre. Ils ont également été accusés d'être les pourvoyeurs d'armes, d'hommes et d'argent des rebelles.

Le Burkina Faso compte de nombreux concitoyens en Côte-d'Ivoire régulièrement pris à parti par des Ivoiriens galvanisés par les discours nationalistes de leaders politiques. Cela ne saurait suffire au pays de Blaise Compaoré⁹, très endetté, pour vouloir et pouvoir « sponsoriser » d'éventuels ennemis du président Gbagbo. De plus, son armée (environ 5600 hommes) ne peut représenter une menace sérieuse pour la Côte-d'Ivoire. Pour ce qui est du Liberia¹⁰, le pays de C. Taylor, il compte de nombreuses bandes armées apatrides composées de chiens de guerres se déplaçant selon l'appât du gain. L'embargo imposé sur les diamants libériens par l'ONU a par ailleurs développé la contrebande et les échanges avec les pays susceptibles « d'exfiltrer » l'or et les diamants du Libéria. L'Afrique de l'ouest, comme le reste de l'Afrique subsaharienne, se compose de 'baronnies' claniques, tribales, militaires, économiques... qui interpellent quant au rôle véritable des gouvernements africains et de celui de nos pays quant il s'adresse à ces interlocuteurs qui ne représente qu'eux-mêmes. Il serait temps de comprendre que notre concept d'Etat-Nation et les frontières tracées lors de la conférence de Berlin en 1881 n'existent que pour nous. Citoyens de pays et électeurs de systèmes politiques qu'ils n'ont pas choisis, les ivoiriens se font l'écho des Africains, écho qui se répercutera tant que l'Afrique ne sera pas organisé par les africains eux-mêmes, avec ou sans notre aide, le choix leur appartient.

- Fait troublant, les mutins sont plutôt bien armés : ils utilisent des mitrailleuses lourdes, des KPV de 14,5 mm (fabriquées en Chine ou Russie et probablement en Irak ou en Corée du Nord) qui ne sont pas officiellement présentes dans l'arsenal des Fanci.

⁸ Celui-ci n'a pas hésité à jouer des ressentiments des gens du nord pour se les rallier.

⁹ Depuis le début de la crise ivoirienne, Compaoré est accusé par la presse d'Abidjan d'être le principal soutien de la rébellion. La position du président est inconfortable puisque l'opinion publique et l'armée burkinabaise lui reprochent de ne pas défendre les burkinabés de Côte d'Ivoire. L'image du président, longtemps très bonne, s'est détériorée lorsqu'un journaliste, Norbert Zongo, qui enquêtait sur les affaires des Compaoré a été assassiné (en 1998). Le président est accusé par des ONG d'avoir aidé les rebelles angolais et sierra-léonnais à vendre des diamants malgré l'embargo des Nations Unies.

¹⁰ Ce pays (fondé en 1821 par l'American Colonization Society pour y établir des « Noirs libre » venant des Etats-Unis) est le 2^{ème} pavillon de complaisance mondial en tonnage après Panama (1734 navires), générant plus de 20 millions de dollars de recettes pour l'Etat...

Autre point de taille, les Kalashnikov et RPG-7 (Lance roquettes. Ils ont été utilisés en Somalie avec succès contre des hélicoptères MH-60 Black Hawk en octobre 1993) dont les rebelles disposent sont bien entretenus voir neuves... Des rumeurs probables évoquent également la présence des redoutables missiles anti-aérien portables SA-7 (Arme d'origine russe. Fabriqué dans de nombreux pays tel que le Pakistan ou l'Iran. Ils ont été utilisés au Vietnam, en Angola ou encore lors de la guerre Iran-Irak) dans les rangs de rebelles qui savent ce battre et manœuvrer de nuit, chose assez rare en Afrique.

En outre, les mutins disposent d'argent : ils paient vivres, essences et exécutent tout pillard pris la main dans le sac. Les nouvelles recrues sont également payées. Cependant, la bonne conduite des rebelles tend à changer au fil des jours et il est fort à parier que des exactions sont quotidiennement commises. Organisé, ils se sont efforcés d'empêcher la population indigène de quitter la ville dans le sillage des Français et ont été capables de déclencher des attaques simultanées sur des lieux distants. Ils développent des contacts avec la presse qui a multiplié les reportages plutôt favorables au MPCl.

L'ensemble de ces éléments conduit à penser qu'une probable organisation tire ou a pu tirer les ficelles à un échelon supérieur.

- Trois grands mouvements rebelles se sont organisés.

Le premier, le Mouvement patriotique de Côte-d'Ivoire (MPCI) est le plus important. Implanté dans le Nord, il fait face aux Fanci sur un front qu'elles ne peuvent contrôler (entre 600 et 800 kilomètres). Ce mouvement apparaît le 19 septembre 2002, il est la vitrine politique des rebelles et bénéficierait de la complaisance du Burkina Faso. Il est principalement composé d'anciens membres de l'armée gouvernementale (une dizaine de milliers) qui s'étaient exilés au Burkina après avoir tenté de renverser Gbagbo en janvier 2001.

Le second, le Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest (Mpigo) apparaît le 28 novembre. Sa zone d'influence dispose de frontières communes avec la Guinée et le Liberia. Il affirme compter 6000 hommes qui veulent venger la mort de Gueï. Il est très probable que d'ex-miliciens de Charles Taylor¹¹ se soient joints à eux à titre personnel. Ces libériens sont d'origine Yacouba, une ethnie présente des 2 côtés de la frontière Liberia-Côte-d'Ivoire.

Enfin, le Mouvement pour la justice et la paix (MJP) apparaît également le 28 novembre, il a pris le contrôle d'une petite partie du territoire ivoirien. Celle-ci est située entre les zones du MPCl et du Mpigo. Il revendique 250 combattants, dont 50 dozos (chasseurs traditionnels).

LA TROISIEME HYPOTHESE EST CELLE D'UNE VOLONTE EXTERIEURE DE DESTABILISER LA REGION AFIN DE METTRE LA FRANCE ET SES INTERETS EN DIFFICULTE.

Le Cacao ivoirien (environ 40% de l'offre mondiale) a bien sûr son importance économique, mais, c'est tout sauf une matière stratégique à l'échelle mondiale. Dès lors, on voit mal des entreprises, ou une nation, déstabiliser une région pour la 'guerre du cacao'. Les pertes financières seraient rapidement plus élevées que les gains.

- Si la Côte d'Ivoire tombe dans la guerre civile, toute l'Afrique de l'Ouest en sera affectée. Le pays assure, à lui seul, 60% de la circulation monétaire des 15 pays de la zone. Sans oublier que si la guerre s'installe, les pays enclavés, le Niger, le Burkina

¹¹ La presse d'Abidjan (Le National) le considère comme l'un des parrains des rebelles, surtout depuis que les combats les plus violents ont lieu dans l'Ouest ivoirien (région frontalière avec le Libéria dirigée depuis 1997 par Taylor). Une seule chose est vraiment sûre : des Libériens combattent aux côtés du Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et du Mouvement pour la justice et la paix (MJP).

Récemment, des diplomates américains ont accusé Charles Taylor, 54 ans, d'être la plus grande force déstabilisatrice d'Afrique de l'Ouest pour avoir entre autres choses soutenu les rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) qui ont terrorisé les populations sierra-léonaises. Evadé d'une prison du Massachusetts en 1985 où il était détenu pour détournement de fonds, il a reçu un entraînement militaire en Libye avant de mener une guerre civile féroce au Libéria pendant 10 ans. Accusé d'avoir transformé son pays en Charles Taylor SA, il pourrait être tenté de profiter du chaos ivoirien pour faire main basse sur les richesses de son voisin, notamment le cacao.

ou le Mali (Pays déjà en situation d'extrême dépendance. 70% de ses importations et exportations transitent par la Côte d'Ivoire. Evacuer le coton est vitale pour le 1^{er} producteur d'or blanc d'Afrique Subsaharienne) en subiront de plein fouet les conséquences. Enfin, la Côte-d'Ivoire ne représente pas moins de 40% du PIB de la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMO) ayant le Franc de la communauté financière comme monnaie commune (FCFA). Le pays abrite la Banque Africaine de développement (BAD) et la Banque centrale de l'UEMO. Est-ce à dire que celui qui contrôle la Côte-d'Ivoire domine le circuit monétaire de la région ? Se pourrait-il que certains envisagent de mettre le franc CFA dehors pour le remplacer par le dollar ?

Les retombées économiques vont être lourdes pour les entreprises étrangères¹², elles ont donc tout intérêt à faire en sorte que le calme revienne au plus vite. Nestlé et d'autres entreprises ont commencé leur redéploiement au Ghana et au Sénégal. Cependant, à long terme, les entreprises rencontreront des problèmes. Le manque d'infrastructures de ces pays (routes, capacités de stockage, transport maritime...) va les contraindre à un ralentissement des activités. Perdre de l'argent... est ce là le souhait d'une entreprise ?

Certains pensent que la puissance américaine cherche à occuper nos forces sur un terrain loin des opérations américaines au Moyen-Orient. Il est probable que les américains se réjouissent de notre présence en Afrique et qu'ils profitent de l'occasion pour se venger de notre politique étrangère. Il ne faut également pas oublier que les USA importent presque autant de pétrole de la côte ouest de l'Afrique que de l'Arabie Saoudite¹³.

Cependant, aucune preuve tangible n'indique qu'ils ont fomenté le putsch ou bien même qu'ils le soutiennent. Ceux ne sont pas quelques banderoles écrites en langue anglaise qui peuvent servir de preuve. De plus, n'oublions pas que les américains ont approuvé les accords de Marcoussi...

Une seule chose est certaine : Paris ne peut se payer le luxe de quitter l'Afrique. La France ne veut pas devenir un pays de moyenne puissance, après tout, elle ne dispose que d'un siège à l'ONU. Pour peser un temps soit peu dans le conseil de sécurité et sur la scène internationale, la France a besoin de l'Afrique, de la francophonie et de sa popularité auprès des Etats les plus faibles qui ne se reconnaissent pas dans « l'américan way of life ». De manière plus pragmatique, il nous faut peut-être envisager une utilisation des rivalités franco-américaines par les ivoiriens.

La réaction des autorités françaises à Paris ne s'est pas faite attendre (10 jours après le déclenchement du conflit, Paris¹⁴ s'est résolu à faire jouer l'accord de défense franco-ivoirien de 1961, acceptant de fournir à l'armée ivoirienne un soutien en matière de transmissions, de transport et de ravitaillement).

Sur le terrain, les soldats français appartenant au 43^{ème} Bataillon d'Infanterie de Marine d'Abidjan (le BIMa)¹⁵ se sont rapidement déployés pour protéger les intérêts français, les ressortissants étrangers, stabiliser la ligne de front et protéger les populations indigènes. Ces soldats ont par la suite été rejoints par des hommes venus de différents horizons : du Gabon (environ 500 hommes de la CEA et

¹² Entreprises présentes en Côte-d'Ivoire :

France : Compagnie fruitière, Saupiquet SA, Air Liquide, Bolloré, Bourbon Groupe, EDF

Suisse : Nestlé SA, Novartis AG

Royaume-Uni : Unilever

Luxembourg : Bolton Group International SA

République d'Afrique du Sud : Randgold Exploration Co. Ltd

Etats-Unis d'Amérique : Interpublic Group of Companies

¹³ Source : www.lacotedivoire.net section « Actualités Politiques et Internationales ».

A surveiller : la volonté africaine de revitaliser l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA).

A ne pas oublier : la Commission du Golfe de Guinée (CGG) qui regroupe le Nigeria, l'Angola, le Cameroun, la Guinée Equatoriale, le Gabon, Sao Tome et le Congo Brazzaville. Le Golfe de Guinée devient incontournable pour les intérêts américains. A rajouter : le Tchad, le Soudan et l'Algérie sur lesquels lorgne les USA. Le pétrole étant dans ces trois pays plus facile à extraire.

¹⁴ Le Parti socialiste français semble tiraillé par la situation en Côte-d'Ivoire. Le FPI de Gbagbo a adhéré à l'internationaliste socialiste (1992) et c'est Henri Emmanuelli, alors président de l'Assemblée, qui réussit à faire sortir Gbagbo de prison. Cependant, Dominique Strauss-Khan et Laurent Fabius sont, eux, plus proches d'Alassane Ouattara.

¹⁵ Le précédent président ivoirien avait dit au président Chirac, non sans raison, que le BIMa permettait au pays d'économiser un budget pour la défense. La France dispose en Côte-d'Ivoire d'un centre d'entraînement en milieu de brousse et lagunaire (Abidjan a pour particularité d'être coupée de nombreuses lagunes). Le BIMa est basé à Port-Bouet dans la banlieue d'Abidjan.

du Régiment de Chasseurs Parachutistes), du Tchad, du Sénégal, de Djibouti (environ 150 hommes de la CEA du Régiment Etranger de Parachutistes), du Régiment d'Infanterie de Marine, Régiment du Génie et du Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine entre autre.

- Un des premiers impératifs fut d'installer un centre de commandement et d'évacuer les ressortissants occidentaux de Yamoussoukro, la capitale économique du pays. Au total, près de 3000 Occidentaux sont évacués dont 2100 pour la seule ville de Bouaké. Un convoi est même organisé sur Korthogo, à plus de 500 kilomètres en zone rebelle, pour mettre en sécurité des ressortissants isolés. Yamoussoukro est connue pour son imposante réplique de saint pierre de Rome. Les forces françaises se sont installées à l'aéroport de la ville qu'ils partagent avec les ivoiriens.

Ces derniers utilisent de temps à autre l'aéroport pour un Antonov (avion cargo pouvant transporter jusqu'à 10 tonnes). Celui-ci appartiendrait à Skylab, une compagnie immatriculée au Tadjikistan dont l'actionnaire n'est autre que le russe Victor Bout un ancien membre du KGB. Bout s'est reconverti dans l'aviation et surtout dans le trafic d'armes et de diamants en Afrique. Il est recherché par Interpol. Il est lié aux sanglants conflits de la Sierra Leone). D'autres appareils ont pu être vus : des liouchines 76 (transport tactique militaire de 40 tonnes en provenance d'Asie centrale), des Mil Mi-24 (hélicoptères d'attaque russe achetés par le pays et pilotés par des sud-africains. La puissance de feu des Hinds dope le moral des FANCI. Ils sont ravitaillés et entretenus par deux équipes de maintenance, l'une biélorusse et l'autre ukrainienne) et des Mil Mi-8 (de gros hélicoptères de transports) pilotés par des Ukrainiens ou Bulgares.

- La France compte maintenant, en Côte-d'Ivoire, plus de 3000 hommes qui disposent d'une capacité offensive non négligeable (blindés, hélicoptères d'attaque...). Les soldats français possèdent également des moyens d'évacuation maritime ainsi que le Foudre (un navire d'assaut amphibie, transport de chalands de débarquement, disposant d'une plateforme pour hélicoptère). Les forces armées françaises sont également appuyées par un avion de patrouille maritime type Atlantique permettant de surveiller les troupes au sol, d'écouter les conversations des rebelles, d'effectuer de la reconnaissance électronique et même visuelle. Il semble que cet équipement dépasse celui d'une simple force d'interposition ou d'observation. Les ripostes des troupes françaises aux tentatives d'infiltration des rebelles du Mpigo pour s'emparer de Duékoué, « verrou » qui conduit au Port de San Pedro, illustrent parfaitement le refus des autorités françaises de toute concession territoriale, susceptible de remettre en cause le fragile équilibre.

Militairement, les blindés français, des sagaies 6x6 équipés d'obus flèches, sont capables de détruire tous les chars qui entreraient dans le conflit, chose peu probable. Le véritable danger vient des petits calibres (une gazelle du COS a été engagée et touchée lors d'une opération d'évacuation de réfugiés), du caractère irrationnel et imprévisible des combattants (un camion français a été touché par des soldats loyalistes alors qu'il assurait une liaison logistique) et des mouvements de foule (des soldats ont eu à faire face à des foules « patriotes » très hostiles¹⁶).

- Les forces françaises attendent maintenant le déploiement complet des casques blancs de la force ouest-africaine de la Cedeao. Fin janvier, 180 soldats sénégalais ont rejoint l'Etat Major de la CEDEAO à Yamoussoukro. Au final, les sénégalais pourraient être 600 à se déployer, puis à être renforcés par des contingents du Ghana, du Togo, du Niger et du Bénin. La CEDEAO travaille en étroite collaboration avec le commandement de l'opération « Licorne ». Les casques blancs se déploieront

¹⁶ L'influence du Collectif des jeunes patriotes (COJEP) de Charles Blé Goudé n'est pas sans compter dans ces manifestations 'spontanées'. Soulignons que Goudé, tout comme Guillaume Soro du MPC, est un ancien leader de la toute puissante Fédération des étudiants (FESCI). Celle-ci est facilement mobilisable notamment pour empêcher la parution de journaux proches du RDR (Le Patriote, Tassouman, Le Libéral).

Le nom de Simone Gbagbo est régulièrement associé aux 'actions' anti-française. Elle aurait dit à un envoyé spécial du monde : « je vous serre la main sans aucun plaisir ; vous n'êtes pas le bienvenu », à un journaliste de l'Agence France-Presse qui a interviewé son mari « Vous avez bien de la chance d'être là ; moi, je ne vous aurais jamais reçu ». Enfin, elle aurait appelé la radio RFI la « radio des assaillants » (Pour un portrait complet voir l'article « La Côte-d'Ivoire de crise en crise » de L'Express du vendredi 21 février 2003).

vraisemblablement dans les villes d'Abidjan, de Bouaké, Bouasle, Bouna, Bonoufla, Daola, Kopingue et Yamoussoukro. Des soldats sénégalais ont déjà rejoint la ville de Tiébissou.

- L'ouest du pays concentre les combats, les forces gouvernementales (près de 6800 n'ont pas les capacités de vaincre les rebelles comme l'illustre les combats dans la région Man-Bloekin-Duékoué). Malgré les dons de la communauté libanaise et de certains autres dignitaires (soucieux d'afficher leur soutien au président), la présence possible d'une 50 d'Angolais servant au titre de l'assistance technique de BMP (véhicules de combat d'infanterie russe – voir affaire falcon) et de T-55 (chars russes de la fin des années 40 mondialement répandus), l'armée ne peut faire la différence.

- Aujourd'hui, la France est soupçonnée d'entretenir des relations pour le moins ambiguës avec les rebelles. Elle est surtout suspectée de n'avoir pas franchement soutenu le président et même d'avoir favorisé le partage du pays. C'est cela même que redoute presque tout les pays d'Afrique occidentale ou centrale, à commencer par le Cameroun, qui fait face à une vieille revendication à l'Ouest de la part des « anglophones » et à une nouvelle grogne dans le Nord de la part des populations musulmanes.

Un calme relatif semble être revenu en Côte-d'Ivoire. Les belligérants sont dans l'ensemble identifiés et les négociations sont en cours. Cependant, il ne faudrait pas que l'on assiste à un nouveau partage du pays dont les richesses décroissent contrairement aux nombres des prédateurs.